

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1398

[2009/201669]

**27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, notamment les articles 6, § 2, 8 et 10, § 4;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment l'article 137, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu l'avis 46.005/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2009, en application de l'article 84,

§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication :

- le 3<sup>o</sup> est remplacé comme suit "Administration" : la Direction de la Formation professionnelle du Département Emploi et Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

- le 4<sup>o</sup> est remplacé comme suit "Commission" : la Commission P.M.T.I.C. instaurée en vertu de l'article 7 du décret.

**Art. 3.** A l'article 3, alinéa 2, du même arrêté, les mots "sur avis du Comité" sont remplacés par les mots "sur avis de la Commission".

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté,

- le § 2 est remplacé comme suit "L'Administration transmet, le cas échéant, la demande d'agrément à la Commission dans les trente jours de la réception de la demande";

- le § 3 est remplacé comme suit "La Commission remet au Ministre une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet. Ce délai peut être ramené à dix jours ou, si la demande est particulièrement importante ou complexe, être prolongé par le Ministre. A défaut d'avis dans le délai imparti, il est passé outre. A défaut de saisine de la Commission, l'Administration remet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément au Ministre dans les soixante jours à dater de la remise d'avis par l'expert pédagogique.

L'Administration ou le cas échéant la Commission entend les représentants de l'opérateur de formation qui le sollicite et peut également inviter les représentants de l'opérateur de formation à être entendus. Dans tous les cas, l'audition a lieu après envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels l'Administration ou, le cas échéant, la Commission souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation."

**Art. 5.** A l'article 9 du même arrêté, le § 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

"La Commission propose au Ministre la suspension ou le retrait d'agrément après avoir entendu l'opérateur de formation.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels l'Administration ou, le cas échéant, la Commission souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation."

**Art. 6.** A l'article 10 du même arrêté :

- à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "de l'avis ou de la proposition du Comité" sont remplacés par les mots "de la proposition motivée de l'Administration ou de la Commission". Le mot "ouvrable" est supprimé;

- à l'alinéa 3, les mots "le cas échéant" sont insérés entre les mots "adressée," et le mot "pour";

- à l'alinéa 3, les mots "au Comité" sont remplacés par les mots "à la Commission" et le mot "ouvrable" est supprimé.

**Art. 7.** L'intitulé du Chapitre IV du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

Chapitre IV — La Commission P.M.T.I.C.

**Art. 8.** L'article 11 du même arrêté est remplacé comme suit :

"§ 1<sup>er</sup>. Il est institué une Commission composée comme suit :

1<sup>o</sup> un représentant du Ministre de la Formation;

2<sup>o</sup> deux représentants des organisations représentatives des employeurs;

3<sup>o</sup> deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

- 4° deux représentants de l'expert visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
- 5° deux représentants de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 6° un représentant de l'Agence wallonne des Télécommunications;
- 7° un représentant de l'Administration.

Le Ministre désigne les membres de la Commission. Les représentants visés au § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, sont proposés au Ministre par les organisations représentatives, sur des listes doubles de candidats.

§ 2. Le mandat des membres a une durée de cinq ans et est renouvelable.

§ 3. La Commission se réunit au minimum trois fois par an. Elle peut constituer des groupes de travail dont elle détermine la composition et fixe les missions qui leurs sont confiées. Les résultats des groupes de travail sont communiqués à la Commission pour décision.

**Art. 9.** A l'article 12, alinéa 3, du même arrêté, les mots ", sur proposition du Comité" sont supprimés.

**Art. 10.** A l'article 14, alinéa 3, du même arrêté, les mots ", après avis du Comité" sont remplacés par les mots "après avis de la Commission".

**Art. 11.** A l'article 14<sup>bis</sup> du même arrêté et inséré par un arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008, - au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "après avis du comité de suivi" sont remplacés par les mots "après avis de la Commission";

- § 2, alinéa 3, les mots "après avis du comité" sont remplacés par les mots "après avis de la Commission".

**Art. 12.** A l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005, les mots "au Comité" sont remplacés par les mots "à la Commission".

**Art. 13.** En ce qui concerne la Commission P.M.T.I.C., le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution entre en vigueur le 10<sup>e</sup> jour qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1398

[2009/201669]

**27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, inzonderheid op de artikelen 6, § 2, 8 en 10, § 4;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 137, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op advies 46.005/2 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- punt 3° wordt vervangen als volgt : "Bestuur" : de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

- 4° wordt vervangen als volgt : de Commissie "P.M.T.I.C." opgericht krachtens artikel 7 van het decreet.

**Art. 3.** In artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "na advies van het Comité" vervangen door de woorden "na advies van de Commissie".

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit :

- wordt § 2 vervangen als volgt : "Het Bestuur maakt, in voorkomend geval, de erkenningsaanvraag aan de Commissie over binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag;"

- wordt § 3 vervangen als volgt : "De Commissie maakt een met redenen omkleed voorstel tot toekenning of weigering van de erkenning over binnen een termijn van vijftendertig dagen na ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag. Die termijn kan teruggebracht worden tot tien dagen of, als de aanvraag bijzonder belangrijk of complex is, verlengd worden door de Minister. Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan. Bij gebrek aan aanhangigmaking bij de Commissie maakt het Bestuur een met redenen omkleed voorstel tot toekenning of weigering van de erkenning aan de Minister over binnen zestig dagen na ontvangst van de adviesverlening door de pedagogische deskundige.

Het Bestuur of, in voorkomend geval, de Commissie hoort de vertegenwoordigers van de vormingsoperator die daarom verzoekt en kan eveneens de vertegenwoordigers van de vormingsoperator ertoe uitnodigen om te worden gehoord.

In ieder geval worden ze pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij, indien nodig, de aangelegenheden waarover het Bestuur, of in voorkomend geval, de Commissie het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden."

**Art. 5.** In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen als volgt :

"De Commissie stelt de opschorting of de intrekking van de erkenning aan de Minister vóór na de vormingsoperator te hebben gehoord.

Zij worden pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij de aangelegenheden waarover het Bestuur of, in voorkomend geval, de Commissie het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden."

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid worden de woorden "van het advies of van het voorstel van het Comité" vervangen door de woorden "van het gemotiveerde voorstel van het Bestuur of van de Commissie", het woord "werkdagen" wordt vervangen door het woord "dagen";

- in het derde lid worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd tussen de woorden "er wordt" en de woorden "een afschrift ter informatie"

- in het derde lid worden de woorden "aan het Comité" vervangen door de woorden "aan de Commissie" en wordt het woord "werkdagen" vervangen door het woord "dagen".

**Art. 7.** Het opschrift van Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Hoofdstuk IV — De Commissie "P.M.T.I.C."

**Art. 8.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Er wordt een Commissie opgericht die bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister van Vorming;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

4° twee vertegenwoordigers van de deskundige bedoeld in artikel 7, § 1;

5° twee vertegenwoordigers van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

6° één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waalse Agentschap voor Telecommunicatie);

7° één vertegenwoordiger van het Bestuur.

De Minister wijst de leden van de Commissie aan. De in § 1, 2° en 3°, bedoelde vertegenwoordigers worden uit dubbeltallen aan de Minister voorgedragen door de representatieve organisaties.

§ 2. Het mandaat van de leden loopt vijf jaar en is hernieuwbaar.

§ 3. De Commissie vergadert minstens drie keer per jaar. Ze kan werkgroepen samenstellen waarvan ze de samenstelling bepaalt en stelt de hun toevertrouwde opdrachten vast. De resultaten van de werkgroepen worden ter beslissing aan de Commissie medegedeeld.

**Art. 9.** In artikel 12, derde lid, van hetzelfde besluit vervallen de woorden "op voorstel van het Comité".

**Art. 10.** In artikel 14, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "na advies van het Comité" vervangen door de woorden "na advies van de Commissie".

**Art. 11.** Artikel 14bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij een besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008, wordt gewijzigd als volgt :

- in § 1, tweede lid, worden de woorden "na advies van het opvolgingscomité" vervangen door de woorden "na advies van de Commissie";

- in § 2, derde lid, worden de woorden "na advies van het comité" vervangen door de woorden "na advies van de Commissie".

**Art. 12.** In artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 worden de woorden "aan het Comité" vervangen door de woorden "aan de Commissie".

**Art. 13.** Wat betreft de Commissie "P.M.T.I.C." treedt het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet in werking op de 10e dag volgend op de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 17, 2° en 23, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2008.

**Art. 14.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA